

Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

English
italien español
srpski portuguese
العربية Deutsch

www.mondialisation.ca Concernant le CRM Contact Devenez membre Magasin en ligne



Le 7 juillet 2012

CONFÉRENCE: Rencontre du savoir. Les Enjeux de la mondialisation

Impérialisme et Violence en Colombie

par James Petras

- Accueil
- Articles Récents
- États-Unis
- Canada
- Amérique latine & Caraïbe
- Europe
- Afrique subsaharienne
- Russie et CEI
- Moyen Orient
- Océanie
- Asie

- Guerre USA OTAN
- Histoire, société et culture
- Crise économique mondiale
- Crimes contre l'humanité
- Environnement
- Pétrole, Gaz de schiste, Transnationales
- Pauvreté et inégalités sociales
- Militarisation
- 11 sept. Guerre au Afghanistan
- Droits humains, Loi et Justice
- Biotechnologie et OGM
- Droits des femmes
- Désinformation médiatique
- Politique et religion
- Nations Unies
- Science et médecine
- Services de renseignements



Tourisme au Pérou
Voyages individuel en français Découvrez le Pérou avec Puka Nina
www.pukanina.com

Voyages en Colombie
Voyages sur Mesure en Colombie Avec Agence Locale Francophone
www.voyage-colombie.com

Annonces Google

Mondialisation.ca, Le 2 juillet 2012
rebellion.org

Envoyer cet article à un(e) ami(e)
Imprimer cet article

0 30 4
Share Tweet

Recherche

Archives
Index des Auteurs

RSS | Ce qu'est le RSS

Visitez notre site web
GlobalResearchTV
GRTV GLOBAL RESEARCH TV

Article qui sera présenté à la conférence nationale "Multinationales, violence, liberté syndicale et démocratie en Colombie" organisée par le syndicat international SINALTRAINAL à l'occasion de son 30^{ème} anniversaire, le 26 juillet 2012, à l'Université Autonome de Colombie, Bogota. Traduit de l'anglais par Silvia Arana pour Rebellion.

Introduction

L'intervention militaire des USA en Colombie constitue la guerre de contre-insurrection la plus longue dans l'histoire mondiale récente. Elle a commencé quand le Président Kennedy a créé en 1962 les « Bérets verts » et s'est intensifiée dans ce nouveau siècle avec le programme militaire de sept millions de dollars du Président Clinton (Plan Colombie) initié en 2001, qui aujourd'hui se poursuit avec Obama, et avec l'établissement de 7 nouvelles bases militaires. La guerre que les USA mènent en Colombie dure depuis 50 ans déjà. Dix présidents étasuniens, 5 démocrates et 5 républicains, libéraux et conservateurs, se sont succédés pour conduire en avant une des plus brutales guerres de contre-insurrection jamais enregistrée en Amérique Latine. En termes d'assassinats de civils, de syndicalistes et d'activistes, de droits humains, de déplacement de paysans, l'oligarchie, appuyée par les USA, détient le douteux privilège de figurer en tête de liste des gouvernements tyrans.

Pour comprendre la sanglante histoire de l'intervention impériale des USA en Colombie, il est nécessaire d'examiner différents aspects clés du récit dans un contexte historique comparatif, qui considère les spécificités de la classe dominante de Colombie et l'importance géopolitique stratégique du pays pour l'hégémonie des USA dans l'hémisphère Sud.

Colombie : une classe dominante en quête d'hégémonie

La violence est endémique dans une société régie par une classe dominante, fermée sur elle-même, depuis les partis politiques oligarchiques du 19^{ème} siècle (et leurs factions rivales) - sévissant durant la majeure partie du 20^{ème} siècle et jusqu'au 21^{ème} siècle. La Colombie diffère de la majeure partie des pays américains dans lesquels, au début du 20^{ème} siècle, se développa la représentation de

divers partis d'une classe moyenne. Dans la période postérieure à la Première Guerre Mondiale, particulièrement durant la dépression des années 30, surgissent en Amérique Latine des partis socialistes, communistes et national-populistes semblables au régime du type front populaire. Cependant la Colombie resta figée dans le passé d'un système politique fermé, dominé par deux partis de l'oligarchie, en compétition avec des balles et des votes.

Dans la période immédiatement postérieure à la seconde guerre mondiale émergea la figure nationaliste et populaire de Jorge Eliécer Gaitan, qui fut assassiné, et le pays entra dans une période de bain de sang appelée « la Violence » qui toucha toute la société. Des factions de l'oligarchie conservatrice et libérale financèrent des bandes armées pour assassiner les uns et les autres, le résultat fut de 300 000 morts. Les oligarques terminèrent la guerre en signant un accord d'alternance au gouvernement, le dit « front National » qui consolida plus que jamais le pouvoir empêchant qu'aucun nouveau mouvement politique n'obtienne la moindre représentation significative.

Y compris lorsqu'émergea une pseudo alternative, sous la direction du populiste de droite Rojas Pinilla, les masses urbaines et les pauvres des campagnes furent soumis par les armées privées des propriétaires terriens pendant que le mouvement ouvrier urbain était brutalement réprimé par les militaires et la police. Les dissidents démocrates intégraient en général une faction du parti libéral, pendant que les activistes ouvriers se regroupaient autour des syndicats militants et des partis communistes ou de petits partis socialistes clandestins ou semis légaux.

La guerre froide et la pénétration impérialiste des Etats-Unis

Avec le commencement de la guerre froide, Washington trouva dans l'alliance oligarchique bipartite un complice fort bien disposé, spécialement depuis l'élimination de Gaitan et la sauvage répression des militants syndicalistes qui travaillaient dans les complexes agricoles contrôlés par les Etats-Unis. Commencant par les accords militaires bilatéraux et multilatéraux de principes des années 50, la politique colombienne resta figée dans un schéma de subordination et de collaboration avec Washington, pendant que les USA étendaient leur pouvoir impérial depuis l'Amérique Centrale et les Caraïbes vers le reste de l'Amérique Latine.

Les similitudes entre les systèmes politiques bipartis de Colombie et des Etats-Unis et l'exclusion de quelque opposition effective, que ce soit dans les deux pays, facilita la continuité et la collaboration. Le résultat fut que l'oligarchie colombienne n'eut pas à affronter les défis qui surgirent ici et là en Argentine, Brésil, Chili et Uruguay.

La révolution cubaine et l'alliance Etats-Unis-Colombie

La Révolution Cubaine, en particulier la transition vers le socialisme et la multiplication de mouvements guérilleros en Amérique Latine, marqueront un point d'inflexion dans les relations entre les USA et la Colombie, la Colombie se transforma en un pays central pour la stratégie contre-révolutionnaire de Washington. Ce fut comme un laboratoire des USA dans la lutte contre l'essor révolutionnaire des années 60.

La Colombie fut une espèce de trampoline duquel Washington lança une contre-offensive consolidant des régimes militaires pour établir un empire de pays dépendants – clients ouverts aux intérêts économiques des USA et obéissant aux diktats de la politique extérieure de Washington.

Impérialisme étasunien et nationalisme latino-américain : Impositions et adaptations

L'empire étasunien ne surgit-il pas complètement formé à partir de la fin de la seconde guerre mondiale ? Il dut se confronter et vaincre de nombreux obstacles et défis internes et externes. A l'intérieur, à la fin de la seconde guerre mondiale, après cinq années de guerre, la majorité des citoyens des Etats-Unis exigèrent une démobilisation militaire (1945 – 1947) ce qui affaiblit la capacité d'intervention contre les nouveaux gouvernements progressistes au Guatemala, au Chili et dans d'autres pays. Cependant, avec la guerre froide et la « guerre chaude » en Corée, les USA se réarmèrent et se lancèrent en quête de l'hégémonie mondiale. Les gouvernements progressistes et leurs leaders furent expulsés du pouvoir et emprisonnés au Venezuela, au Guatemala, au Chili. Tout au long des années 50 Washington soutint la première (mais non la seule) « Ere de dictatures et de Marché Libre ». Parmi elles, étaient inclus les régimes d'Odria au Pérou, de Perez Jimenez au Venezuela, de Ospina y Gomez en Colombie, de Trujillo en République Dominicaine, de Duvalier en Haïti, de Armas au Guatemala et de Batista à Cuba.

Entre 1948 et 1960 l'empire étasunien dépendit complètement de la force brutale des dictatures et de la complicité des oligarchies agro-minières locales pour établir sa domination.

L'empire fondé dans les dictatures de droite, ne dura qu'une décennie. Initiée avec la victoire du Mouvement du 26 juillet à Cuba, commença une décade (1960-1970) d'insurrections révolutionnaires qui, sur tout le continent, défièrent le pouvoir impérial et les collaborateurs-clients de l'Empire.

L'impérialisme US, face à la disparition de ses clients dictatoriaux, se vit forcé de s'adapter à la nouvelle configuration de forces composées de partis électoraux réformistes de classe moyenne, à une nouvelle génération de radicaux et à un mouvement révolutionnaire composé d'intellectuels, de paysans et d'ouvriers inspirés par l'exemple de Cuba.

En 1962 Washington lança une nouvelle initiative stratégique appelée « Alliance pour le Progrès » (AP) pour créer la division entre les réformistes et les révolutionnaires : l'AP promettait aux régimes réformistes de classe moyenne autant une aide économique que des conseillers militaires, des armes et des forces spéciales pour détruire l'insurrection révolutionnaire. C'est dire, la violence impériale se fit plus sélective : elle était dirigée vers les mouvements révolutionnaires indépendants et englobait une meilleure participation militaire directe dans les programmes de contre-insurrection des régimes sortis des urnes.

L'exception de la Colombie : Répression avec réforme

A côté du reste de l'Amérique latine où les réformes agraires, démocratiques et nationalistes se poursuivaient, de pair avec les programmes de contre-insurrection (Chili, Equateur, Pérou, Brésil et Venezuela), en Colombie, l'oligarchie restait au pouvoir, bloquant le surgissement d'une alternative réformiste-démocratique et dépendait complètement d'une stratégie de militarisation totale et de polarisation politique entre révolution et réaction.

En Colombie, l'impérialisme étasunien n'eut pas à choisir entre un régime réformiste de classe moyenne et un mouvement révolutionnaire parce que le système oligarchique biparti dominait l'arène électorale. Les USA ne devaient pas y combiner la « carotte et le bâton » mais pouvait concentrer tous leurs efforts pour consolider le pouvoir militaire de l'oligarchie dominante.

La classe dominante colombienne écarta toute forme de réforme agraire à la différence du Chili, du Pérou et de l'Equateur pour la simple raison qu'elle était l'élite des propriétaires terriens. L'oligarchie colombienne ne subit aucune pression du nationalisme militaire pour nationaliser les industries stratégiques, comme en Bolivie (étain et gaz) ou au Pérou (pétrole et cuivre) parce que les militaires étaient sous le commandement des USA et étroitement liés à la narco-bourgeoisie émergente.

Jusqu'à la fin des années 60, la Colombie se convertit en pièce clé (le « modèle ») de la politique des USA pour l'Amérique Latine. La région passa du réformisme au nationalisme radical et au socialisme démocratique, au début des années 70, principalement dans les pays andins et les Caraïbes.

La Colombie était l'anomalie dans la région andine gouvernée par des nationalistes comme Guillaume Rodriguez en Equateur, Juan Velasco au Pérou, J.J. Torres en Bolivie et des socialistes démocratiques comme Salvador Allende au Chili. La classe gouvernante colombienne fonctionnait comme le « contrepoint » des USA dans le lancement de sa seconde et plus brutale contre-révolution qui commença avec le coup d'état au Brésil en 1964.

Par la suite, les USA envahirent et occupèrent la république dominicaine en 1965/66 et appuyèrent le renversement d'Allende, de Rodriguez, de Torres et de Velasco Alvararado dans les pays andins. Après cela, les USA appuyèrent les coups d'état militaires en Argentine (1976) et en Uruguay (1972).

Le Pentagone organisa des escadrons de la mort mercenaires au Salvador et au Guatemala, tuant près de 300 000 mille paysans, ouvriers, indigènes, professeurs et autres personnes. Les USA organisèrent depuis le Honduras une armée mercenaire (« les Contras ») pour détruire la révolution sandiniste au Nicaragua.

La classe gouvernante de Colombie, avec l'appui des experts en contre-insurrection des USA et d'Israël, essaya de suivre la direction contre-révolutionnaire des USA en s'engageant dans une politique de « terre brûlée » pour vaincre l'insurrection populaire. Mais les narco-présidents Turbay, Betancur, Barco, Gaviria et Samper n'obtinrent que des succès limités – ils détruisirent l'Union Patriotique, une organisation légale et populaire, mais cela eu pour conséquence d'augmenter la taille, la portée et le nombre de membres de l'insurrection armée.

La seconde vague de « Dictateurs et Libre Marché » (1970-1980) – incluant Pinochet (Chili), Videla (Argentine), et Alvarez (Uruguay) – réussirent à contenir la pression populaire et à affronter les crises insolubles causées par la dette externe aux débuts des années 80. Une fois de plus, l'impérialisme US affrontait un défi et une alternative : ou bien continuer avec les dictateurs et la crise financière aiguë, ou bien instrumentaliser une « transition démocratique » qui permette de préserver l'état et une économie néolibérale.

L'Âge d'or de l'impérialisme... Néolibéralisme et élections 1990-2000 (sauf la Colombie)

La décade des années 90 fut le témoin des plus grands pillages des économies latino-américaines depuis l'époque de Pizarro et Cortès. Les présidents Menem en Argentine, Salinas y Zedillo au Mexique, Cardoso au Brésil, Sanchez de Losada en Bolivie et Fujimori au Pérou, privatisèrent et dénationalisèrent – en général via des décrets présidentiels – plus de cinq mille entreprises, mines, ressources énergétiques, banques et réseaux de télécommunications appartenant à l'état et évalués à plus de mille milliards de dollars. Dans la décade de 1990, plus de 900 mille millions de dollars sortirent d'Amérique Latine sous forme de bénéfices, royalties et paiements d'intérêts à des corporations multinationales, des banques et des spéculateurs. En Colombie, le narcotrafic se convertit en source de revenu principale pendant que l'oligarchie traditionnelle s'unit à la narco-bourgeoisie dans le blanchiment de mille millions de dollars, via des comptes « correspondants » dans les principales banques des USA à Miami, Wall Street, et Los Angeles.

La transition des dictatures militaires vers les systèmes néolibéraux autoritaires élus par votes, en Colombie, fut la transition d'un état oligarchique à un narco-état. Les escadrons de la mort paramilitaires et les militaires pillèrent des millions de paysans et affrontèrent l'insurrection armée. Il n'y eut aucune « transition démocratique », l'opposition démocratique fut assassinée. Entre 1984 et 1990 plus de 5000 membres de l'Union Patriotiques furent assassinés.

Les impérialistes des USA considèrent le néolibéralisme latino-américain des années 90 comme le « modèle » de l'expansion à l'échelle mondiale. La formule consistait à combiner le pillage avec la privatisation en Amérique latine et l'appropriation militaire en Colombie.

La crise du modèle militariste-libéral de l'Empire : 2000 – 2012

Les bases de la suprématie impériale des USA en Amérique Latine furent construites en leur totalité sur un ciment fragile : pillage et corruption, conduisant à une profonde polarisation de classe et une crise économique qui culmina avec les insurrections populaires qui renversèrent les régimes soutenus par les USA en Argentine, en Bolivie et en Equateur. Au Brésil, en Uruguay, et au Venezuela, les présidents néo-libéraux et les gouvernements furent vaincus par des partis de centre-gauche et des

partis national-populistes.

En Colombie, le rejet massif du gouvernement néo-libéral et narco-bourgeois s'exprima à travers l'abstention électorale massive (autour des 75 %), la croissance exponentielle de l'influence et de la présence de l'insurrection armée dans plus d'un tiers des municipalités, et le retrait tactique du président Pastrana qui accepta une zone démilitarisée pour la paix directe dans des négociations avec les FARC-EP.

Les bases du domaine impérial des USA, construites sur le collaborationnisme des régimes néolibéraux-clients, s'effondrèrent. Entre 2000 et 2005 les mouvements populaires sociaux mirent en échec le coup d'état contre-révolutionnaire contre Chavez et le chômage patronal ("lock-out") au Venezuela (2002- 2003). Un président Chavez victorieux accéléra et radicalisa le processus de changement socio-économique et approfondit la politique extérieure anti-impérialiste du Venezuela. L'Argentine, le Brésil et l'Uruguay rejetèrent les accords de libre-échange des USA.

Une fois de plus, la Colombie alla à l'encontre de la vague progressiste de la région. La narco-bourgeoisie et l'oligarchie optèrent pour la militarisation totale afin de bloquer le surgissement des mouvements populaires démocratiques présents dans le reste de l'Amérique Latine. La réponse de la Colombie-USA à la révolution démocratique dans la région fut le « plan Colombie » financé par les gouvernements des USA, de Colombie et l'Union Européenne.

Plan Colombie : La réponse impérialiste au mouvement démocratique en Amérique Latine

Le Plan Colombie fut la réponse des USA à la propagation de la révolution démocratique au travers de l'Amérique Latine. Il représente le plus grand programme d'assistance militaire des USA dans toute la région et fut conçu pour accomplir divers objectifs stratégiques :

1. Ecarter la Colombie de la contagion de la révolution anti-néolibérale qui affaiblit l'accord de Libre Echange des Amériques proposé par les USA,
2. Développer la capacité de la Colombie à faire pression et menacer le gouvernement anti-impérialiste du Venezuela, et fournir aux USA de multiples bases militaires à partir desquelles lancer une intervention directe au Venezuela, au cas où se produirait un coup d'état « interne ».
3. Il comporte d'importantes fonctions politiques et économiques de caractère interne. Il fut conçu pour militariser la société et vider les campagnes : 300 000 soldats auxquelles se joignent 30 000 paramilitaires des escadrons de la mort ont forcé des millions de personnes à abandonner les territoires contrôlés par la guérilla. Les guérilleros perdirent les ressources de renseignement et d'appui logistique mais gagnèrent de nouvelles recrues. Comme résultat de la politique de la « terre brûlée » de Uribe/Santos et de la violence massive, de nouveaux secteurs économiques, essentiellement miniers, pétroliers et agro-industriels firent l'objet d'investissements étrangers, établissant les bases en 2012 pour l'accord de libre-échange signé par Obama et par Santos.
4. Il y a une connexion directe entre le Plan Colombie (2001), la militarisation de l'Etat, la répression indiscriminée et la dépossession (2002 – 2011), l'approfondissement de la libération néo-libérale et l'accord de libre-échange de 2012.
5. La Colombie a un rôle géostratégique dans la militarisation de l'empire US.

Au Moyen Orient, dans le Sud Asiatique et en Afrique du Nord, les USA ont utilisé le prétexte de la « guerre contre le terrorisme » pour envahir et établir un empire de bases militaires en alliance avec Israël et l'OTAN. En Amérique Latine, les USA font alliance avec la Colombie et le Mexique sous le prétexte de la guerre contre la drogue, ils ont construit des bases impériales en Amérique Centrale et dans les Caraïbes, et de manière croissante, dans le reste de l'Amérique Latine. Actuellement, les USA disposent de bases militaires en Colombie (8), Aruba, Costa-Rica, Guantanamo (Cuba), Curaçao, El Salvador, au Honduras (3), Haïti, Panama, Paraguay, Pérou, en République Dominicaine et Porto-Rico (plusieurs).

USA : un empire militarisé.

A cause du déclin relatif du pouvoir économique des USA et de l'augmentation du militarisme, aujourd'hui, l'impérialisme US est en grande partie un empire militaire en guerre perpétuelle. Les liens étroits de Washington avec la Colombie reflètent la similitude de caractéristiques structurelles de l'Etat, fortement dirigées vers les institutions militaires et de l'économie orientée vers des politiques néolibérales et de libre marché.

Une fois de plus, la Colombie représente une anomalie en Amérique latine. Cela fait presque 10 ans que l'Amérique Latine a rejeté le néolibéralisme et 8 années depuis que les gouvernements de centre-gauche ont rejeté un accord de libre-échange avec les USA. La Colombie sous la direction de Uribe-Santos a accepté le néo-libéralisme et un accord de libre-échange avec Washington.

Pour faire front à deux initiatives principales du Venezuela, le plan Caraïbe et l'ALBA, qui défient l'hégémonie US dans les Caraïbes et la région Andine, Washington a resserré ses liens avec la Colombie au moyen du traité de libre-échange.

Conclusion

L'empire US dépend de régimes collaborationnistes dans le monde entier pour défendre sa domination militaire. En Amérique Latine, la Colombie est son alliée principale et la plus active, spécialement dans la région des Caraïbes et de l'Amérique Centrale.

De même que les USA, l'Etat colombien militarisé ne s'emboîte pas avec la situation en Amérique latine. Les USA manquent de nouvelles initiatives économiques pour les offrir à l'Amérique Latine, ils ont perdu une influence significative alors que se produit une diminution des échanges commerciaux,

des investissements et de leur participation dans le marché. Parce que la Colombie, en tant qu'état néolibéral militarisé, complémente le projet global des USA, elle s'est convertie en un réceptacle spécial de l'aide militaire massive des USA, précisément pour éviter que s'unisse à nouveau le bloc d'états indépendants progressistes et que cela ne génère un plus grand isolement de Washington.

La dépendance colombienne croissante d'avec l'économie des USA, à travers l'accord de libre-échange, signifie le sacrifice d'un grand secteur de production agricole et des manufactures afin d'augmenter les opportunités pour l'oligarchie, et pour les investisseurs étrangers en minerais, pétrole et finances. L'accord de libre-échange augmenta les opportunités de la bourgeoisie narco-trafiquante qui blanchit plus de 20 mille millions de dollars annuels en bénéfice de la drogue, à travers les principales banques des USA et de l'Union Européenne.

La Colombie est « l'Etat modèle » de l'Empire US en Amérique Latine. C'est un pays gouverné par une triple alliance de la narco-oligarchie, la bourgeoisie néolibérale et des militaires. Le régime de Santos dépend toujours d'avantage de l'afflux de capitaux étrangers, orientés vers la production destinée aux marchés extérieurs. Les dépenses militaires, la terreur sans discrimination du régime d'Uribe, l'isolement politique des pouvoirs économiques régionaux (Venezuela, Brésil, Argentine) et les limitations d'une économie US stagnante, furent de sérieux obstacles pour le modèle néolibéral. Le président Santos essaye de réconcilier ces contradictions internes. Santos a remplacé la terreur indiscriminée par les assassinats sélectifs d'activistes clés des syndicats et des mouvements sociaux et de droits humains. Il s'est concentré vers un choix de politique électoraliste et une direction des activités des paramilitaires d'élimination des opposants populaires, dans les nouvelles régions minières et d'investissements. Il a combiné la signature d'accords économiques importants avec le Venezuela avec l'approfondissement des liens militaires avec les USA.

Les accords de Santos avec la Maison Blanche, et la stratégie de diversification de la dépendance et de libre marché, s'appuient sur un ciment d'économie locale et globale très fragile. La répression de la dissidence, les impôts régressifs, la dépréciation des standards de vie, les millions de dépossédés ruraux ont conduit à une grande augmentation des inégalités, à réprimer la demande massive et à une pression populaire croissante. Les compromis militaires avec les USA portent préjudice aux efforts commerciaux de la Colombie pour prendre place dans les marchés régionaux. L'économie des USA est stagnante : les USA sont en récession et les pronostics pour 2012 ne sont pas encourageants, spécialement pour une économie ouverte comme l'économie Colombienne.

Avec le début du 21ème siècle, les pays d'Amérique Latine affrontent une situation similaire : crise des régimes néolibéraux, décadence de l'économie des USA, et une classe gouvernante incapable de croître vers l'extérieur et de développer un marché interne. Ce qui a pour résultat de produire des révolutions démocratiques qui conduisent à la rupture partielle avec l'hégémonie US et le néolibéralisme. Une décennie plus tard, la Colombie continue d'affronter une situation identique à celle du début du siècle. La question est de savoir si la Colombie va se ranger au côté des autres pays d'Amérique latine, en finir avec le militarisme impérial et emprunter un nouveau chemin de développement. Le moment est venu pour la Colombie de cesser d'être une « anomalie politique », de cesser d'être une cliente de l'impérialisme militaire. Les mouvements populaires colombiens, comme le démontre la « Marche Patriotique » sont prêts à faire leur propre révolution populaire, démocratique et anti-impérialiste, et à emprunter leur propre chemin vers le socialisme du 21ème siècle.

James Petras
<http://petras.lahaine.org/?p=1900>

Traduction de l'espagnol : Anne Wolff <http://les-etats-d-anne.over-blog.com/article-imperialisme-e...>

James Petras est un collaborateur régulier de
Mondialisation.ca. Articles de James Petras publiés par
Mondialisation.ca



[Ecotourisme au Venezuela](#)

Agence francophone au Venezuela Votre meilleur rapport qualité/prix
www.franbrasil.com

Annonces Google

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles du Centre de recherche sur la mondialisation.

[Pour devenir membre du Centre de recherche sur la mondialisation](#)

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission pour fins de diffusion sur l'internet de mettre en ligne la version intégrale ou des extraits d'articles publiés par mondialisation.ca dans la mesure où le texte et le titre ne sont pas modifiés. La source originale de l'article, le copyright de l'auteur ainsi que l'adresse URL doivent également être clairement identifiés. Pour publier des articles du Centre de Recherche sur la mondialisation en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: crgeditor@yahoo.com

www.mondialisation.ca contient du matériel protégé par les droits d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif et est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par les droits d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur de ces droits.

Pour les médias: crgeditor@yahoo.com

© Droits d'auteurs James Petras, rebellion.org, 2012

L'adresse url de cet article est: www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=31717

[Privacy Policy](#)

© Copyright 2005-2012 Mondialisation.ca